

Compte rendu

Les 10 ans d'Actuarial Alumni & Friends Leuven

Comment la transition vers plus de durabilité influence-t-elle la profession d'actuaire? C'est la question qu'a posée l'Actuarial Alumni & Friends Leuven lors de son assemblée annuelle aux ambassadeurs alumni Katrien De Cauwer (EY) et Nele Vandaele (KBC). La soirée, qui se tenait sous le titre 'Resilience and relevance: frontline insights from the insurance industry', était axée autour de la question centrale: 'Sustainability & the insurance sector: a happily ever after?'

La transition vers une société plus durable a un impact sur l'assurance et sur le rôle que les actuaires sont appelés à y jouer: selon ces dames, cela ne fait aucun doute.

Katrien De Cauwer, Partner chez EY Belgique: "Depuis 20 ans que je travaille dans le secteur, je n'ai encore jamais vu un thème définir l'ordre du jour aussi rapidement. Cela s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs: la réalité quotidienne du changement climatique et l'évolution des risques pesant

sur le secteur, les nouvelles attentes des différents acteurs (aussi bien les salariés que les clients et les investisseurs) et le tsunami de réglementations.

En ce qui concerne la réalité quotidienne du changement climatique, il ne s'agit plus d'un hypothétique problème à venir: nous en ressentons l'impact à nos portes avec les inondations en Wallonie et la vague de chaleur que nous avons connue en Europe cet été, pour ne citer que deux exemples récents. Les catas-

d'autres risques liés aux aspects Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance d'entreprise (ESG). Le changement climatique, et plus largement les facteurs ESG, sont potentiellement susceptibles d'affecter la résilience et la stabilité du secteur.

Par conséquent, il est important d'agir au niveau sectoriel afin de protéger la résilience et la stabilité du secteur. Mais pourquoi se limiter à cela? La transition nous offre en effet de nombreuses opportunités de souligner la pertinence

“Comment faire passer le secteur d'un screening négatif à un engagement actif?”

trophes naturelles de 2021 ont coûté au secteur 111 milliards de dollars, un chiffre lui-même encore largement inférieur aux pertes financières réelles.

L'évolution des risques pesant sur le secteur concerne bien plus que les seuls risques climatiques physiques, elle concerne aussi le risque de transition et

de notre secteur et d'augmenter notre impact et la confiance dans le secteur de l'assurance. En tant que gestionnaire de risques, que porteur de risques et qu'investisseur, notre secteur a un rôle crucial à jouer dans la transition vers une société plus durable.

SOUTIEN ACTIF À LA TRANSITION

Pour un gestionnaire de risques, tout commence par une connaissance et une compréhension approfondies de l'influence qu'exercent les facteurs ESG sur sa propre exposition au risque et sur celle de son client. Ce qui pose un certain nombre de défis et nécessitera de nombreux investissements à l'avenir afin d'affiner les connaissances actuelles. Dans un second temps, il s'agit de faire profiter le client au maximum de ces nouvelles connaissances en mettant davantage l'accent sur la prévention tout en minimisant le déficit de protection.

Proposer des services de prévention n'est pas nouveau, mais il est possible d'aller plus loin. A titre d'exemple, nous pou-





Katrien De Cauwer

vons sensibiliser davantage les clients aux risques, encourager les clients particuliers à protéger leur maison contre les inondations et fournir des services de conseil en gestion des risques ESG aux entreprises.

L'assurance paramétrique ou assurance indicielle peut potentiellement répondre à la multiplication des événements liés au climat. Ce type d'assurance prévoit une indemnisation préalablement fixée en fonction d'un événement déclencheur, et crée ainsi une nouvelle expérience client. Le client perçoit une indemnité si certains événements climatiques se produisent, sans avoir à prouver le dommage subi.

Katrien De Cauwer:
“Tous les actuaires doivent se demander comment ils peuvent faire pour intégrer la durabilité dans leur travail au quotidien.”

En tant que porteurs de risques, les assureurs peuvent soutenir la transition en misant sur la souscription à impact. Ce qui implique de ne pas se limiter à la protection contre les nouveaux risques ESG. Et lorsqu'on évoque la souscription à impact, la question qui se pose est la suivante: comment concevoir notre offre de produits et de services de manière à stimuler le consommateur à adopter un comportement en accord avec les cri-

tères ESG? Comment accompagner nos clients dans la transition vers une économie plus durable?

Les assureurs commencent à reconsidérer leur offre de produits et de services à la lumière du réchauffement climatique et de la demande d'une plus grande durabilité. Pour maximiser leur impact sur la transition, l'étape suivante consiste logiquement à mener une évaluation stratégique et à revoir leur offre de produits.

On peut cibler de nombreux domaines, comme la mobilité durable, des logements écoénergétiques abordables et la transition de la société vers les énergies renouvelables. Que peuvent faire les as-

sureurs pour inciter leurs clients à rendre leur habitation écoénergétique? Après un sinistre, que pouvons-nous faire pour réparer les dommages dans le respect d'une infrastructure verte? Comment pouvons-nous aider les personnes dans le besoin à s'inscrire dans cette transition?

Outre leur offre de produits, les assureurs ont aussi tout intérêt à revoir leurs pratiques de souscription. Faut-il choisir

d'exclure les risques trop importants et l'industrie brune, ou bien faut-il opter pour la prévention et montrer la voie de la décarbonation?

En tant qu'investisseur aussi, les assureurs peuvent accélérer la transition vers une économie plus durable en investissant avec impact. Si le fait d'intégrer des considérations ESG dans leur politique d'investissement ne constitue pas une nouveauté en soi, les assureurs doivent néanmoins veiller à actualiser celle-ci en permanence en fonction des dernières évolutions et attentes. Dans quelle technologie (de transition) est-il préférable d'investir? Sur quelle dimension sociale vont-ils se concentrer? Comment passer de l'exclusion à un engagement actif? Autant de questions auxquelles il faut répondre et qu'il convient de réexaminer régulièrement. En outre, il est important aussi d'accompagner les clients dans leurs décisions d'investissement et de les sensibiliser toujours plus à l'importance d'investir durablement.

ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE

Nele Vandaele a examiné en détail les défis auxquels les assureurs sont déjà confrontés pour pouvoir continuer à assurer. KBC Assurances propose par exemple une assurance récolte, mais la sécheresse extrême que l'on a connue cet été fait peser une menace sur la commercialisation d'une telle police.

Nele Vandaele, General Manager Product Policy Non-Life et Lead Sustainability chez KBC Assurances:

“Il faut voir la réalité en face. Les inondations de 2021, c'est du jamais vu. Quant à la sécheresse de cette année, les modèles lui prédisent une probabilité d'occurrence d'une fois tous les quatre cents ans. Mais j'ai entendu la semaine dernière qu'on évoquait à présent la possibilité qu'elle survienne une fois tous les vingt ans. Qu'en sera-t-il exactement? Ce sont les extrêmes qui rendent le risque difficile à appréhender, notamment parce qu'on ne peut pas les prévoir. C'est à l'actuaire qu'il appartient d'évaluer le risque. Où celui-ci placera-t-il le curseur? Une fois tous les vingt



ans? Une fois tous les trente, tous les cinquante ou tous les cent ans? S'il faut tarifier un produit qui doit couvrir un événement susceptible de se produire 'une fois tous les vingt ans', peu de gens achèteront une telle assurance."

Elle a ensuite évoqué l'augmentation des pertes assurées. "Au cours des trente dernières années, les pertes assurées ont été multipliées par un facteur de 3,6. La hausse du coût des sinistres liés aux catastrophes naturelles se traduit par un marché de la réassurance plus serré et plus difficile où les prix augmentent et où les assureurs vont devoir répercuter cette augmentation. De plus, depuis le règlement des inondations de 2021, certains réassureurs considèrent d'un œil condescendant le marché belge qui ne respecte pas les accords CatNat pour les inondations de ce type, et sur lequel ils seront dorénavant moins enclins à souscrire. Conjugués à la crise économique et à la hausse de l'indice ABEX, tous ces éléments grèvent l'accessibilité financière des produits d'assurance."

Une régulation stricte peut aider à maintenir l'accessibilité financière. Or, cette accessibilité financière est particulièrement importante lorsqu'il s'agit d'investir dans la transition vers la durabilité. Nele a évoqué à cet égard l'assurance des installations de biogaz. "C'est une activité très difficile à réassurer, et on constate surtout que les réassureurs

n'aiment pas les installations belges. Ils souscrivent plus facilement en Allemagne. On constate que le marché allemand est à nouveau beaucoup plus réglementé et que, grâce à cela, les pertes y sont plus faibles et la souscription y reste abordable."

VOITURES VERTES

La réglementation relative aux objectifs européens de durabilité et la taxonomie de l'UE posent des défis particuliers aux assureurs et à leurs actuaux. "Par exemple, quand considère-t-on qu'une voiture est réellement durable? Comment allons-nous l'évaluer?", se demande Nele Vandaele.

"Un véhicule entièrement électrique contribue positivement à la préservation du climat. Mais avons-nous une idée du bruit qu'émettent les pneus

ce véhicule est une toute autre histoire... Les assureurs doivent donc être prudents et ne pas accorder un label vert trop rapidement. Il y a un danger élevé de *greenwashing*.

Et puis, il y a aussi la transition vers la mobilité électrique. La Febiac estime que la moitié du marché B2C roulera à l'électricité d'ici 2028-2029. Sur le marché des flottes, on atteindra déjà 50% d'ici 2025, et à partir de 2030, 100% des voitures de *leasing* seront électriques. Mais cela comportera un risque de transition au niveau du portefeuille. Les dommages occasionnés par l'incendie d'une voiture à moteur thermique ou d'une voiture électrique ne sont pas les mêmes. Pour éteindre l'incendie d'un véhicule électrique, il faut immerger celui-ci dans un conteneur. Ce qui entraîne une contamination de l'eau. Et si ce V.E. prend feu dans un garage

Nele Vandaele: "Comment allons-nous évaluer si une voiture est réellement durable?"

de cette voiture? De leur résistance au roulement? Du pourcentage de matériaux recyclés utilisés pour produire les pièces de ce véhicule? Tout cela, les assureurs ne le savent généralement pas lorsqu'ils émettent une police auto. Ils s'enquêtent des émissions du véhicule. Mais s'intéresser aux pneus qui équipent

(partagé), il est également susceptible de causer davantage de dommages collatéraux. Et puis, il y a le risque inhérent à la propulsion électrique elle-même. Un V.E. atteint les 100 km/h en quelques secondes, de quoi surprendre plus d'un conducteur inexpérimenté. Ajoutons à cela que de nombreux V.E. sont équipés



d'une importante technologie embarquée qui peut constituer une source de distraction supplémentaire..."

LE RÔLE DES ACTUAIRES

La question stratégique qui se pose est de savoir quel rôle actif les assureurs entendent assumer dans la transition de la société vers la durabilité.

Katrien De Cauwer a souligné l'importance d'une stratégie ESG qui fasse partie intégrante de la stratégie de l'entreprise et qui se traduise à tous les niveaux de l'organisation. "On ne pourra pas se contenter d'avoir dans un coin un *product manager* qui gère la gamme de produits, et dans un autre coin un actuaire qui évalue l'impact des facteurs ESG sur l'exposition au risque. Tous les actuaire doivent se demander comment ils peuvent faire pour intégrer la durabilité dans leur travail au quotidien. Il va sans dire que les actuaire auront un rôle clé à jouer pour identifier les changements au niveau des risques qui pèsent sur le secteur et pour faire évoluer la gamme de produits. Leur expertise sera également requise pour aider à mesurer l'empreinte carbone des portefeuilles. Quelle sera la méthodologie utilisée? Quelles sont les données nécessaires? Sont-elles disponibles et, dans le cas contraire, quelles données *proxy* peut-on utiliser? Il est important de réaliser rapidement cette première mesure, même si elle est peut-être

LES 10 ANS D'ACTUARIAL ALUMNI & FRIENDS LEUVEN

Le 10 octobre dernier, l'Actuarial Alumni & Friends Leuven fêtait son dixième anniversaire. L'occasion de mettre à l'honneur les fondateurs, Jan Dhaene et Dominique Beckers, qui se sont récemment retirés du conseil d'administration. L'association Actuarial Alumni & Friends Leuven compte actuellement quelque 420 membres titulaires d'un diplôme d'Actuarial & Financial Engineering de la KU Leuven. La présidente est la professeure Katrien Antonio, directrice du programme MSc en Actuarial & Financial Engineering. Les autres membres du conseil sont les actuaire Cedric Goovaerts, Katrien Goovaerts et Siska De Pril.



Cedric Goovaerts a décroché son diplôme en 2017. Il travaille dans le secteur de l'assurance maladie et souhaite encourager ses jeunes collègues à participer activement aux activités de la communauté A&F. Katrien Goovaerts a terminé ses études en 2003 et a fait ses armes auprès de plusieurs banques et assureurs aux Pays-Bas et en Belgique. Elle a à cœur de faire le lien entre le secteur universitaire et celui des assurances. Siska De Pril a obtenu son diplôme en 2013. Active dans le secteur de l'assurance, elle souhaite promouvoir la profession d'actuaire et favoriser la collaboration avec ses collègues par le biais d'Actuarial Alumni & Friends.

imparfaite. Car ce qui est mesuré peut être géré. Et une fois que l'on connaît la valeur initiale, on peut fixer des objectifs pour réduire l'empreinte carbone du portefeuille d'assurance."

Nele Vandaele a quelque peu relativisé ce pouvoir que l'on prête aux actuaire. "Il y a des limites à ce qu'un actuaire

peut gérer. Les actuaire ne devront pas se contenter de quantifier les pertes potentielles sur la base des données historiques, comme ils ont l'habitude de le faire. Ils devront apprendre à se projeter dans l'avenir. Nous devons être capables d'évaluer la probabilité qu'un événement particulier survienne dans un, cinq, dix ou vingt ans.



D'autre part, il y a les exigences réglementaires qui imposent de déterminer la durabilité des portefeuilles. Pour cela, nous avons vraiment besoin de l'aide du gouvernement, afin de pouvoir utiliser les données les plus appropriées. Par exemple, cela fait près de deux ans que nous demandons les valeurs CPE des habitations. Le gouvernement flamand dispose d'un grand nombre de données CPE, mais jusqu'à présent, il n'autorise pas leur utilisation. S'il nous autorisait à utiliser ces données, nous serions en mesure de lui fournir un *reporting* beaucoup plus précis sur la durabilité des portefeuilles d'assurance."

Hans Housen